



« ÉVASION »

Malgré les signalements, l'année 2025 s'achève comme elle a débuté, par l'échec et l'irresponsabilité. Un incident de plus, lourd de sens, qui illustre une nouvelle fois la situation au sein du CPN, marquée par l'improvisation, la déconnexion du terrain et une gestion administrative hasardeuse.

Le 31 décembre 2025, un détenu se déclarant souffrant au pied est programmé en urgence pour une consultation radiographique. L'ELSP procède alors à son extraction médicale. Arrivé sur site, il parvient à s'extraire du dispositif et prendre la fuite.

FO Justice ne minimise en rien la portée de cet incident. Une défaillance du dispositif est à déplorer. Mais s'arrêter à cette seule lecture serait intellectuellement incohérent. Cette évasion était manifestement préméditée, ce détenu ne présentait aucune urgence médicale justifiant son extraction. Ce choix, imposé sans discernement, révèle une fois encore une chaîne de décisions déconnectées de la réalité sécuritaire.



Combien d'extractions médicales inutiles devront encore être ordonnées chaque semaine avant que l'administration ne réagisse ? Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Plusieurs PPSMJ n'hésitent plus à simuler et à qualifier ouvertement ces sorties de « BONNE BALADE », destinées uniquement à rompre l'ennui de la cellule. Pendant ce temps, notre administration, manifestement plus soucieuse par ses statistiques que sur la réalité du terrain, continue d'ignorer ces dérives. Cette politique aveugle accroît directement le risque d'incident à l'extérieur.

FO Justice dénonce :

- Des examens radiographiques réalisables au sein du CPN, à condition de mettre enfin en service le matériel médical investi et inutilisé depuis des années à l'UCSA,
- L'absence d'évaluation rigoureuse de la pertinence et de la nécessité réelles de ces sorties inutiles,
- La banalisation d'extractions motivées par des pathologies non avérées, voire imaginaires.

FO Justice exige une remise à plat immédiate et complète des procédures d'extraction médicale. La sécurité ne peut pas être sacrifiée sur l'autel des indicateurs administratifs et d'une gestion déconnectée des réalités du terrain.

STATISTIQUES OU SÉCURITÉ ? FO JUSTICE A FAIT SON CHOIX !

Nouméa, le jeudi 1^{er} janvier 2026

